



## ■ CONSULTATION DE L'AVIS À PUBLIER AU BOAMP XML N° 11-196978

Mercredi 24 Août 2011

Date d'envoi au service éditeur : 24/08/2011

[> Voir l'annonce sous sa forme originale](#)


Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.  
 Dès publication de cet avis au BOAMP papier, au JOUE ou sur le site BOAMP.fr, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).  
 En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.  
[> Contact client](#)

### Avis d'appel public à la concurrence

Département de publication : **65**Annonce No **11-196978**

Fournitures

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : CA du Grand Tarbes.Correspondant : Service des marchés, 30, avenue Saint Exupéry B.P. 51331 Cedex 9, 65013 Tarbes, tél. : 05-62-53-34-30, télécopieur : 05-62-53-34-99, courriel : [marchespublics@legrandtarbes.fr](mailto:marchespublics@legrandtarbes.fr), adresse internet : <http://www.legrandtarbes.fr>.Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.marchessecurises.fr>.

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

*Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur* : Services généraux des administrations publiques.**Objet du marché** : mobilier spécifique pour les bibliothèques et écoles de musique.*Type de marché de fournitures* : achat.*Lieu de livraison* : communauté d'agglomération du Grand Tarbes.

L'avis implique un marché public.

*Caractéristiques principales* :

rayonnages pour bibliothèques, meubles de rangement, plans de travail, banques de prêt, bornes, banquettes, chauffeuses, tabourets, tapis, coussins, panneaux d'exposition, présentoirs.... Marché à bons de commande séparé avec mini et maxi et un opérateur économique

*Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux)* : les marchés sont conclus à compter de la notification du contrat jusqu'au 31/12/2014.*Des variantes seront-elles prises en compte* : oui.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Prestations divisées en lots : oui.

Possibilité de présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

*Cautionnement et garanties exigés* : aucune garantie financière n'est exigée.*Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent* : articles 86 à 111 du Code des marchés publics français. Caractéristiques des prix : Prix unitaires. Modalités de variation des prix : Révision Périodique. Annuelle. Modalité de règlement des comptes : selon les modalités du C.C.A.G.-F.C.S. Le délai global de paiement est de 30 jours. Modalités de financements : Fonds propres.*Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché* : aucune forme de groupement imposée à l'attributaire.*L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières* : # Les essences dont le commerce et l'exportation sont interdits soit par une loi locale, soit par un accord international (ex : convention Cites) ne devront pas entrer dans la composition du mobilier. Pour attester de sa conformité à cet objectif, le mobilier devra répondre aux exigences du label fsc, pefc ou, à défaut, d'un référentiel équivalent ou apporter la preuve du respect de cette clause. # Les ingrédients entrant dans la composition du produit de finition ne doivent pas comprendre des substances à base de cadmium, plomb, chrome VI, mercure ou arsenic, supérieures aux taux admis par la norme nf en 71-3. # Les produits utilisés (colle, peinture, solvants...) doivent être à faible potentiel d'émission de COV. Les panneaux à base de bois, s'ils contiennent du formol, doivent être de classe E1. Pour les panneaux agglomérés par du PMDI, il doit y avoir absence de dégagement détectable de monomère MDI.*Unité monétaire utilisée, l'euro.**Conditions de participation* :*Situation juridique - références requises* : copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ; Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du CMP ; Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1 à 4 du code du travail.*Capacité économique et financière - références requises* : déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles*Référence professionnelle et capacité technique - références requises* : liste des principales fournitures effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.*Critères d'attribution* :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- qualité : 45 %;
- prix des prestations : 35 %;
- performances en matière de protection de l'environnement : 6 %;
- garantie et service après vente, garantie de réassort : 14 %.

Une enchère électronique ne sera pas effectuée.

*Type de procédure* : procédure adaptée.*Date limite de réception des offres* : 22 septembre 2011, à 17 heures.*Délai minimum de validité des offres* : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.*Autres renseignements* :*Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice* : 11AF028.*Renseignements complémentaires* : les candidats doivent utiliser les formulaires Dc1 (lettre de candidature) et Dc2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.minefe.gouv.fr](http://www.minefe.gouv.fr). La transmission des plis par voie électronique n'est pas autorisée pour cette consultation. Conformément à la législation française, l'ouverture des offres n'est pas publique. Les offres peuvent être transmises par lettre recommandée avec avis de réception ou déposées contre récépissé.*Date limite d'obtention* : 22 septembre 2011.

Le présent marché a un caractère périodique : non.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 24 août 2011.

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés : Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, service Marchés 30, avenue Saint Exupéry B.P. 51331 Cedex 9, 65013 Tarbes.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus : Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes.

Correspondant : Catherine LOMBARD, service politiques contractuelles - culture 30, avenue Saint Exupéry B.P. 51331 Cedex 9, 65013 Tarbes, courriel : chefprojet@legrandtarbes.fr.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus : Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes.

Correspondant : Carole Garreau ou Corinne Palacin, service Marchés 30, avenue Saint Exupéry B.P. 51331 Cedex 9, 65013 Tarbes, courriel : marchespublics@legrandtarbes.fr.

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes.

service politiques contractuelles - culture 30, avenue Saint Exupéry B.P. 51331 Cedex 9, 65013 Tarbes, adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Pau 50, Cours Lyautey B.P. 543, 64010 Pau Cedex.

Organe chargé des procédures de médiation : Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable (CCIRA) 4 Bis, Esplanade Charles De Gaulle, 33077 Bordeaux Cedex.

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : articles R 421-1 à R 421-7 du Code de justice administrative (2 mois à compter de la notification ou publication de la décision de rejet de l'organisme). Articles L 551-1 et R 551-1 du Code de justice administrative pour le référé précontractuel qui peut être exercé depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat. Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés (deux mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique).

Renseignements relatifs aux lots :

**Lot(s) 1.** - rayonnage de bibliothèques et autres.

Rayonnages de bibliothèques, panneaux d'exposition : minimum 3 000.00 euros maximum 58 000.00 euros pour la période initiale.

C.P.V. - Objet principal : 39130000

Objets supplémentaires : 39155000.

**Lot(s) 2.** -

meubles de rangement : minimum 10 000.00 euros maximum 56 000.00 euros pour la période initiale.

C.P.V. - Objet principal : 39130000

Objets supplémentaires : 39155000.

**Lot(s) 3.** -

plans de travail : minimum 3 000.00 euros maximum 50 000.00 euros pour la période initiale.

C.P.V. - Objet principal : 39130000

Objets supplémentaires : 39155000.

**Lot(s) 4.** -

banquettes, chauffeuses, tabourets : minimum 2 900.00 euros maximum 9 000.00 euros pour la période initiale.

C.P.V. - Objet principal : 39155000

Objets supplémentaires : 39130000.

---

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun

**Éléments de facturation :**

Numéro de bon de commande d'insertion au BOAMP : **11AF028/1**

Libellé de la facture : CA du Grand Tarbes Service Technique 30, avenue Saint Exupéry B.P. 51331, 65013 Tarbes

Siret : 24650056500048

Classe de profil : Groupement de collectivités

---

**Classification des produits :**

- Meubles et produits des industries diverses



CONS2135353



---

> Informations légales